



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GUYANE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



COMMUNIQUE DE PRESSE

Cayenne, mercredi 7 juin 2023

Demandeurs d'asile en Guyane

Accueil au bourg de Montsinéry

L'État s'engage à accroître les possibilités et les conditions d'accueil des demandeurs d'asile à travers l'ensemble du territoire guyanais et se joint à la Mairie de Montsinéry-Tonnegrande pour héberger en urgence et sur le court terme 10 d'entre eux au bourg de Montsinéry.

Cette mobilisation du foncier et des places nouvelles d'hébergement se traduit par la mise à disposition par la mairie d'un logement de fonction comportant 3 chambres, appartenant à la mairie, pour une durée temporaire (jusqu'au 15 juillet), et destiné à héberger 10 demandeurs d'asile provenant du Moyen-Orient.

L'État continuera son accompagnement auprès de ces personnes, et financera les charges associées au fonctionnement de l'hébergement ainsi que la garantie de mobilité afin de leur permettre de poursuivre leur demande d'asile.

Cette démarche témoigne de la participation possible et encouragée des collectivités pour répondre à l'urgence que représente l'arrivée importante de demandeurs d'asile en Guyane depuis 2019 et particulièrement ces deux dernières années.

Cette situation est la résultante d'un contexte géopolitique complexe marqué par une fragilisation des droits humains, des guerres dont la durée s'allonge au Moyen-Orient, et les conséquences néfastes que ces exactions induisent dans la vie des personnes concernées.

Cette initiative montre que la mobilisation forte des services de l'État doit s'accompagner d'un appui fort des collectivités territoriales dans la recherche de solutions adaptées et communes pour répondre concrètement aux besoins de ce public vulnérable qui recherche un nouveau lieu d'accueil et d'intégration pour continuer de vivre sereinement, et respecter leurs droits humains.

Ces projets, temporaires ou de plus long terme, garantissent en effet aux migrants un accueil dans des conditions dignes et leur participation active à la vie sociale, économique et culturelle guyanaise, dans la perspective de commencer une autre vie sur ce territoire ou encore dans l'attente d'un éventuel départ vers l'hexagone.

L'État se réjouit de cette mobilisation des élus, qui traduit très concrètement un mouvement de solidarité nécessaire pour faire face à l'urgence actuelle que connaît ce territoire.

Contact presse :

**Service régional de la communication
interministérielle**

communication@guyane.pref.gouv.fr

www.guyane.gouv.fr